



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 3 avril 2025

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Femmes et finance

Introduction

MARIE-HÉLÈNE BROIHANNE
GUNTHER CAPELLE-BLANCARD
ANTOINE REBÉRIOUX

Disparités entre les hommes
et les femmes dans le secteur financier : enjeux
d'accès, de salaire et de pouvoir décisionnel
CHRISTINE LAGARDE

Attitudes, préférences et stéréotypes

Les femmes (et les hommes)
dans la finance ne sont pas « typiques »
RENÉE B. ADAMS

Littératie financière : le « mauvais » genre ?
LUC ARRONDEL

Finance et genre : les enseignements
de l'économie expérimentale
NICOLAS EBER

La place des femmes dans la recherche
en économie et en finance : des progrès,
mais peut (beaucoup) mieux faire
EMMANUELLE TAUGOURDEAU
SOLEDAD ZIGNAGO

Les femmes et les marchés financiers

Où sont les filles qui n'ont pas froid aux yeux ?
Réflexions sur la (sous-)représentation
des femmes dans l'industrie de la gestion d'actifs
ALEXANDRA NIESSEN-RUENZI
STEFAN RUENZI

Femmes et investissement
MARIE BRIÈRE

« Money counts » : pourquoi les femmes
devraient s'intéresser davantage à la finance,
et la finance aux femmes
MARIE-ANNE BARBAT-LAYANI

Investir dans l'égalité :
mesure et performance
GUNTHER CAPELLE-BLANCARD



ISBN 978-2-37647-109-7
ISSN 0987-3368
Prix : 35 €



Les femmes et les banques

La mixité dans la banque :
un engagement de long terme
et des défis collectifs
MAYA ATIG

Microfinance et autonomisation
des femmes : opportunités et limites
JÉRÉMIE BERTRAND
CAROLINE PERRIN

Les femmes dans les banques centrales :
la grande transformation ?
NESRINE BENTEMESSEK KAHIA
GUILLAUME VALLET

Les femmes et les grandes entreprises

Femmes et gouvernance
ÉDITH GINGLINGER

La place des femmes en finance :
barrières internes et externes
FRANÇOIS LONGIN
ESTEFANIA SANTACREU-VASUT

Gouvernance des entreprises :
quelle efficacité pour les quotas
de genre ?
ANTOINE REBÉRIOUX

Chronique d'histoire financière

L'art comme valeur refuge :
le cas de Paris pendant la crise de 1929
REBECCA BENAIS
AMIR REZAEI

Finance et littérature

L'égalité des sexes ou les désillusions du progrès
ALAIN-GÉRARD SLAMA

Article divers

L'« article 8 » : un dispositif oublié
de garantie publique pour le financement
des PME
ALEX AMIOTTE SUCHET

157

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

FEMMES ET FINANCE

1-2025

157

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

REVUE TRIMESTRIELLE
DE L'ASSOCIATION EUROPE
FINANCES RÉGULATIONS N° 157
1^{er} TRIMESTRE 2025

FEMMES ET FINANCE

Attitudes, préférences et stéréotypes

Les femmes et les marchés financiers

Les femmes et les banques

Les femmes et les grandes entreprises

• Chronique d'histoire financière

L'art comme valeur refuge :
le cas de Paris pendant la crise de 1929

• Finance et littérature

L'égalité des sexes
ou les désillusions du progrès

• Article divers

L'« article 8 » : un dispositif oublié
de garantie publique
pour le financement des PME

SOMMAIRE

Femmes et finance

- 9 Introduction
MARIE-HÉLÈNE BROIHANNE
GUNTHER CAPELLE-BLANCARD
ANTOINE REBÉRIOUX
- 21 Disparités entre les hommes
et les femmes dans le secteur financier :
enjeux d'accès, de salaire et de pouvoir
décisionnel
CHRISTINE LAGARDE

Attitudes, préférences et stéréotypes

- 31 Les femmes (et les hommes)
dans la finance ne sont pas « typiques »
RENÉE B. ADAMS
- 47 Littératie financière : le « mauvais »
genre ?
LUC ARRONDEL
- 63 Finance et genre : les enseignements
de l'économie expérimentale
NICOLAS EBER
- 73 La place des femmes dans la recherche
en économie et en finance : des progrès,
mais peut (beaucoup) mieux faire
EMMANUELLE TAUGOURDEAU
SOLEDAD ZIGNAGO

Les femmes et les marchés financiers

- 87 Où sont les filles qui n'ont pas
froid aux yeux ? Réflexions sur
la (sous-)représentation des femmes
dans l'industrie de la gestion d'actifs
ALEXANDRA NIESSEN-RUENZI
STEFAN RUENZI
- 97 Femmes et investissement
MARIE BRIÈRE

- 113 « *Money counts* » : pourquoi
les femmes devraient s'intéresser
davantage à la finance, et la finance
aux femmes
MARIE-ANNE BARBAT-LAYANI
- 125 Investir dans l'égalité : mesure
et performance
GUNTHER CAPELLE-BLANCARD

Les femmes et les banques

- 145 La mixité dans la banque :
un engagement de long terme
et des défis collectifs
MAYA ATIG
- 155 Microfinance et autonomisation
des femmes : opportunités et limites
JÉRÉMIE BERTRAND
CAROLINE PERRIN
- 165 Les femmes dans les banques centrales :
la grande transformation ?
NESRINE BENTEMESSEK KAHIA
GUILLAUME VALLET

Les femmes et les grandes entreprises

- 183 Femmes et gouvernance
ÉDITH GINGLINGER
- 193 La place des femmes en finance :
barrières internes et externes
FRANÇOIS LONGIN
ESTEFANIA SANTACREU-VASUT
- 203 Gouvernance des entreprises :
quelle efficacité pour les quotas
de genre ?
ANTOINE REBÉRIOUX

Chronique d'histoire financière

- 215 L'art comme valeur refuge :
le cas de Paris pendant la crise de 1929
REBECCA BENAIS
AMIR REZAEI

Finance et littérature

- 223 L'égalité des sexes
ou les désillusions du progrès
ALAIN-GÉRARD SLAMA

Article divers

- 233 L'« article 8 » : un dispositif oublié
de garantie publique
pour le financement des PME
ALEX AMIOTTE SUCHET

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
201^e année
3 avril 2025
n° 13 / 8078^e
pages 577 à 624

CHRONIQUE / Contrat et obligations

L'obscure clarté de la convention de prête-nom

> Jeanne de Dinechin

595

ÉDITORIAL

577 Ô Toulouse, Maxime Barba

ACTUALITÉS

- 580 Franchise : actes préparatoires à une activité concurrente
- 580 Procédure d'insolvabilité : exécution d'une obligation au profit du débiteur
- 580 Marque (contrefaçon) : action en concurrence déloyale
- 583 Filiation (possession d'état) : prescription de l'action en constatation
- 585 Cycle de conférences (Cour de cassation) : retour d'expérience des juridictions pénales internationales
- 586 Inéligibilité (condamnation d'un élu) : constitutionnalité du régime

LECTURES

591 Concilier santé et droits fondamentaux en période de pandémie, Marie-Laure Moquet-Anger

POINT DE VUE

592 Annulation partielle du barème de l'ONIAM : quel contrôle et quel avenir pour les référentiels d'indemnisation ?, Vincent Rivollier

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 602 **Panorama** : Droit de la preuve, Jean-Daniel Bretzner et Augustin Aynès
- 613 **Notes** : De l'interprétation de l'article 7 § 1 b du règlement Bruxelles I bis en matière



619

de contrats de prestation transfrontière de services, note sous CJUE 28 nov. 2024, Yves El Hage
Fraude paulienne : disparition de la condition d'appauvrissement ?,
note sous Com. 29 janv. 2025, Charlotte Revet

ENTRETIEN

624 Séverine Nadaud – L'article 13 de la loi d'orientation agricole

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

Recueil
Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La Défense Cedex
Tél. (Rédaction) 07 86 62 03 57
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
Ketty DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HELENE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BENABENT, NICOLAS DERRAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALE DEUMIER

RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

• RÉDACTION

Maëlle HARSCOÛET DE KRAVEL (01 40 64 53 79)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZÉ-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1132,29 € TTC

Etranger : 11175 € HT

Prix au numéro : 49,31 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Avril 2025

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La Défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Maxime Barba

O Toulouse

577

ACTUALITÉS

580 DROIT
DES AFFAIRES

Concurrence-Distribution

Franchise : actes préparatoires à une activité
concurrente, Com. 19 mars 2025

Entreprise en difficulté

Procédure d'insolvabilité : exécution d'une obli-
gation au profit du débiteur, CJUE 27 mars 2025

Propriété intellectuelle

Marque (contrefaçon) : action en concurrence

déloyale, Com. 26 mars 2025

Marque (renommée) : marque

« Tour de France », Com. 19 mars 2025

Société et marché financier

Autorité des marchés financiers (visite
domiciliaire) : constitutionnalité du régime,

Cons. const. 21 mars 2025

Zone d'aménagement concerté
(délaissement) : bien organisé en volumes,
Civ. 3^e, avis, 20 mars 2025

584 DROIT PÉNAL
ET PROCÉDURE PÉNALE

Droit pénal

Outrage (à magistrat) : portée du caractère
public des propos, Crim. 25 mars 2025Cycle de conférences (Cour de cassation) :
retour d'expérience des juridictions pénales
internationales

586 DROIT PUBLIC

Droit administratif

Inéligibilité (condamnation d'un élu) :
constitutionnalité du régime,
Cons. const. 28 mars 2025587 DROIT DU TRAVAIL
ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Licenciement (disciplinaire) : motif tiré de la vie
personnelle du salarié, Soc. 26 mars 2025Licenciement (volonté de l'employeur) :
absence de lettre de licenciement,
Soc. 26 mars 2025Contentieux prud'homal : demande de
communication de pièces, Soc. 26 mars 2025589 PROCÉDURE CIVILE
ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Cassation (pouvoi) : recevabilité d'un mémoire
d'association, Civ. 2^e, 20 mars 2025Compétence européenne (aliments) :
portée du règlement du 18 décembre 2008,
CJUE 27 mars 2025

Voie d'exécution

Juge de l'exécution (compétence) :
mesures d'exécution forcée mobilières,
Civ. 2^e, avis, 13 mars 2025

582 DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance

Intérêts (demande judiciaire) : capitalisation
des intérêts, Civ. 3^e, 20 mars 2025

Famille-Personne-Succession

Filiation (adoption plénière) : enfant du conjoint,
Civ. 1^{re}, 26 mars 2025

Filiation (possession d'état) : prescription de

l'action en constatation, Civ. 1^{re}, 26 mars 2025

Communauté de biens (dissolution) : vente

d'actions par un conjoint, Civ. 1^{re}, 26 mars 2025Succession (droit de retour légal) : transmission
aux héritiers, Civ. 1^{re}, 26 mars 2025Succession (rapport) : appréciation de l'élément
matériel d'une libéralité, Civ. 1^{re}, 26 mars 2025

Succession européenne (domaine) :

déclaration de renonciation à la succession,
CJUE 27 mars 2025

584 DROIT IMMOBILIER

Construction-Urbanisme

Urbanisme (mise en conformité) :

saisine par la commune du juge des référés,
Civ. 3^e, 20 mars 2025

risque du groupe Leseuvre
La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot : 0,08 kg/t



LECTURES

Marie-Laure Moquet-Anger

591

Concilier santé et droits fondamentaux
en période de pandémie

Recueil Dalloz - 3 avril 2025 - n° 13

Couverture | Sommaire : p.1 p.2

3 avril 2025 - n° 13 / 8078^e



POINT DE VUE

592

Annulation partielle du barème de l'ONIAM :
quel contrôle et quel avenir pour les référentiels d'indem-
nisation ? À propos de CE 31 décembre 2024, n° 492854
par Vincent Rivollier



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

595

L'obscur clarté de la convention de prête-nom
par Jeanne de Dinechin

PANORAMA

602

Droit de la preuve
janvier 2024 – décembre 2024
par Jean-Daniel Bretzner et Augustin Aynès

NOTES

613

De l'interprétation de l'article 7, § 1, b, du règlement
Bruxelles I bis en matière de contrats de prestation trans-
frontière de services, note sous CJUE 28 nov. 2024
par Yves El Hage

619

Fraude paulienne : disparition de la condition d'appauvris-
sement ?, note sous Com. 29 janv. 2025
par Charlotte Revet



ENTRETIEN

624

Séverine Nadaud –
L'article 13 de la loi d'orientation agricole

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction.

Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique :

40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;

- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... » :

9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;

- pour une note de jurisprudence :

20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;

- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate) :

5 500 signes (références entre parenthèses).



À LA UNE

Sociétés - Un époux commun en biens peut renoncer tacitement à revendiquer la qualité d'associé

4

Contrats - En cas de résolution d'un contrat pour force majeure, l'acompte versé doit être restitué

10

Biens de l'entreprise - Point de départ de l'indemnité d'occupation en cas d'exercice de son droit d'option par le bailleur

13

Concurrence - Une pratique anticoncurrentielle ne peut pas être assimilée à un acte de concurrence déloyale

15

QUESTION PRATIQUE

MIEUX ANTICIPER LES RISQUES DOUANIERS À L'IMPORTATION DANS LES CONTRATS FOURNISSEURS

Le point sur les outils contractuels à la disposition des entreprises

23


www.efl.fr

Lefebvre Dalloz



EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE



Sociétés

- 4 - Renonciation à la revendication de la qualité d'associé par un époux
- 4 - Réforme du régime des nullités en droit des sociétés
- 5 - Cession de droits sociaux : devoir d'information dans le cadre des négociations
- 6 - Clause d'agrément de cession d'actions de SA
- 7 - Suspension des droits attachés aux actions émises en violation d'un texte réglementaire
- 7 - Commissaire aux comptes certifiant les comptes et les informations de durabilité d'une EIP : rotation
- 8 - Novation d'un contrat de travail en mandat social

Bourse

- 9 - Abus de marché commis à l'étranger sur des instruments dérivés
- 9 - Notification de griefs émanant de l'AMF

Contrats

- 10 - Effets de la résolution d'un contrat pour force majeure
- 11 - Garantie par le vendeur d'une servitude non apparente
- 11 - Indemnisation de l'acheteur dont le bien est déclaré insalubre
- 12 - Modification unilatérale du contrat

Finances de l'entreprise

- 13 - Caution avertie ne bénéficiant pas de l'obligation de mise en garde

Biens de l'entreprise

- 13 - Indemnité d'occupation en cas d'exercice du droit d'option par le bailleur

Concurrence

- 15 - Pratique anticoncurrentielle et acte de concurrence déloyale
- 16 - Rupture de relation commerciale établie : préavis

Consommation

- 17 - Conformité du contrat conclu hors établissement
- 19 - Etiquetage des denrées alimentaires et Nutri-Score
- 19 - Obligation de sécurité de l'organisateur d'une activité sportive

Compliance

- 20 - Projet de report de la mise en œuvre de la directive CSRD
- 21 - Organisation de la certification des comptes en cas de publication d'informations de durabilité

Et aussi...

- 22 - Immatriculation au RNE des entreprises étrangères sans établissement stable

Veilles

- 27 - Veille législative
- 27 - Veille fiscale et sociale



QUESTION PRATIQUE



23

**MIEUX ANTICIPER LES RISQUES
DOUANIERS À L'IMPORTATION
DANS LES CONTRATS FOURNISSEURS**

Revue trimestrielle de droit financier - Édition n°69

28 mars 2025

RTDF

Revue trimestrielle de droit financier

Corporate Finance and Capital Markets Law Review

Sous la direction scientifique de **Alain Pietrancosta**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Vincent Téchené, Rédacteur en chef



Droit financier

[Doctrine] Due Diligence Duties: The New European Directive (CS3D) and the French Experience

Par Alain Pietrancosta

[Doctrine] The Relevance of the Distinction between Bearer and Registered Securities

Par Pauline Pailler - Professor at Paris Cité University - CEDAG - Institut Universitaire de France et Anne-Claire Rouaud
Professor at the Sorbonne Law School - Co-director of Sorbonne Affaires/Finance

[Doctrine] Abus de marché & MiCAR – une entreprise vouée à l'échec. Analyse critique des règles relatives à l'abus de marché dans le cadre de MiCAR

Par Dr. Iris M. Barsan

[Doctrine] La protection des droits des actionnaires dans la procédure de retrait obligatoire : l'expérience empirique de l'Ukraine

Par Anatoliy Kostruba

[Doctrines] Les rachats d'actions poursuivant des objectifs de redistribution de valeur actionnariale ou d'amélioration de la gouvernance : aspects juridiques et financiers

Par Alexandre Capel

[Chronique] Infractions financières (Délits financiers, sanctions administratives et disciplinaires, sanctions civiles)

Par Éric Dezeuze - Avocat à la Cour - Cabinet Bredin-Prat - Nicolas Rontchevsky - Agrégé des Facultés de droit - Professeur à l'Université de Strasbourg - Florian Bouaziz - Avocat à la Cour - Cabinet Bredin-Prat et Mathieu Françon - Avocat à la Cour

[Chronique] White Collar Crime & Compliance / Criminalité en col blanc et conformité

Par Emmanuel Marsigny - Margot Gibergues-Sève - Louis Guesdon - Guilhem Le Gars - Gregory Vianesi

[Chronique] White Collar Crime & Compliance / Criminalité en col blanc et conformité

Par Skadden - Arps - Slate - Meagher & Flom LLP (Anita B. Bandy)

Sociétés

[Chronique] La majorité, seuil minimum d'expression de la volonté collective des associés

Par Didier Poracchia

Réf. : Cass. com., 15 novembre 2024, n° 23-16.670, B+R **N° Lexbase : A71676GK**

[Chronique] Corporate Governance - Transparence financière et comptable

Par Renaud Mortier

Réf. : Cass. ass. plén., 15 novembre 2024, n° 23-16.670 **N° Lexbase : A71676GK** ; Cass. com., 18 décembre 2024, n° 23-21.435

N° Lexbase : A31736NT ; CJ ANSA, n° 24-030, 5 juin 2024 ; CNCC EJ 2023-60, octobre 2024

Comité éditorial :

Alain Pietrancosta, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Thierry Bonneau, Professeur à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

Alain Couret, Professeur émérite de l'École de Droit de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Jean-Jacques Daigre, Professeur émérite de droit des affaires de l'École de Droit de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Thierry Granier, Professeur à Aix-Marseille Université

Paul Le Cannu, Professeur émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Hervé Le Nabasque, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Nicolas Rontchevsky, Professeur à l'Université de Strasbourg

Hervé Synvet, Professeur émérite de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas

Comité international :

Lucian A. Bebchuk, Professor of Law, Economics and Finance, Director, Program on Corporate Governance, Harvard Law School

George A. Casey Partner, Shearman & Sterling LLP, New York

James D. Cox, Professor of Law, Duke Law School

Paul Davies, Emeritus Fellow, formerly Allen & Overy, Professor of Corporate Law

Luca Enriques, Professore ordinario presso la Facoltà di Giurisprudenza, Università di Bologna

Guido Ferrarini, Professore ordinario di Diritto dell'economia, Università di Genova

Gérard Hertig, Professor of Law and Economics, Eidgenössische Technische Hochschule Zürich

Klaus J. Hopt, Emeritus Professor, Max Planck Institute of Foreign Private and Private International Law

Jonathan R. Macey, Professor of Corporate Law, Corporate Finance and Securities Law, Yale Law School

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



Actualité des procédures collectives, n° 7 du 04 avril 2025

Sommaire du numéro

Repère



PLAN

Premiers enseignements de la Cour de cassation sur les classes de parties affectées

N° 71 - Par Nicolas BORGA

Alertes



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CONTESTATION DE CRÉANCE

Attention à la rédaction de la convocation du débiteur en cas de contestation de la créance

N° 72

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE ET PÉRIODE D'OBSERVATION | CAUTIONS ET COOBLIGÉS

Préservation des mesures conservatoires prises contre la caution, en cas de redressement judiciaire du débiteur garanti : la Cour de cassation confirme sa jurisprudence

N° 73 - Par Pierre CAGNOLI

Une mesure d'aide aux entreprises en difficulté issue de la loi de finances pour 2025

N° 74

Nouvelle confirmation : l'AGS a droit à un paiement immédiat et définitif des créances super-privilégiées par le biais de la subrogation

N° 75

Rôle du bureau de jugement saisi en cas de contestation du refus de l'AGS de prendre en charge certaines créances

N° 76

Tierce-opposition exercée par l'AGS à l'encontre d'un jugement rendu avant le jugement d'ouverture

N° 77

Le droit commun de la responsabilité, un moyen pour l'AGS d'être indemnisée en cas d'avances réalisées à la suite d'un montage frauduleux

N° 78 - Par Laurence FIN-LANGER

Attention à la régularisation de la publicité du crédit-bail en cas de changement du siège social du crédit-preneur

N° 79

Revendication : attention à ne pas inverser la charge de la preuve qui pèse, sauf inventaire favorable, sur le revendiquant

N° 80

Adoption du plan par les classes de parties affectées : conditions de dérogation à la règle de la priorité absolue

N° 81

L'AGS est-elle une partie affectée devant être intégrée dans une classe ?

N° 82 - Par Laurence FIN-LANGER

Absence de formalité particulière pour exprimer un refus d'accepter un contrat de droit public par un salarié repris par un repreneur public

N° 83

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 13 du 31 mars 2025

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

L'idée de Constitution

N° 389 - Par Wanda MASTOR

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | MAGISTRATS

Gwenola Joly-Coz, juger mieux

N° 390 - Par Florence CREUX-THOMAS

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | BANQUE

Vers une modification du droit encadrant la clôture des comptes de dépôt

N° 391 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

L'APERÇU RAPIDE | CYBERCRIMINALITÉ

La Cour des comptes alerte au sujet des cybermenaces sur la sécurité informatique des établissements de santé

N° 392 - Par Sarah TABANI

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COPROPRIÉTÉ

Précisions sur l'approbation du compte individuel du copropriétaire et des honoraires du syndic en cas d'annulation de l'AG

N° 393

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | FAMILLE

Droits et intérêts des enfants dans les procédures civiles : une charte bientôt disponible

N° 394

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 20 au 26 mars 2025

N° 395

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 10 au 16 mars 2025

N° 396

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | CONTRATS ET OBLIGATIONS

La méthode d'appréciation du standard de l'avantage manifestement excessif

N° 397 - Par Marie ZAFFAGNINI

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | ARBITRAGE

Le contrôle par les juges de la compétence ratione temporis du tribunal arbitral en matière d'arbitrage d'investissement

N° 398 - Par Marjolaine ABADA-FASQUELLE

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | RESPONSABILITÉ CIVILE DU BANQUIER

Le devoir de vigilance du banquier présentateur d'un chèque de banque remis à l'encaissement

N° 399 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 20 au 26 mars 2025

N° 400

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 10 au 16 mars 2025

N° 401

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | TRAVAIL

Clarifications de la Cour de cassation sur différents aspects du droit du travail

N° 402

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 20 au 26 mars 2025

N° 403

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 10 au 16 mars 2025

N° 404

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | AUTORITÉ ADMINISTRATIVE INDÉPENDANTE

La Défenseure des droits appelle à un sursaut collectif face aux ruptures de droits

N° 405

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | AGRICULTURE

Souveraineté alimentaire et agricole : la loi d'orientation est publiée

N° 406

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | FISCAL

TVA à l'ère numérique : le paquet est publié au JOUE

N° 407

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 20 au 26 mars 2025

N° 408

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts A du Conseil d'État et P de la Cour de cassation du 3 au 16 mars 2025

N° 409

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

Droit à déduction de la TVA d'amont et droit au remboursement de la TVA indûment facturée

N° 410 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

INTERNATIONAL ET EUROPÉEN | PROTECTION DES DONNÉES

Identité de genre et RGPD

N° 411 - Par Dominique BERLIN

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | RESPONSABILITÉ CIVILE

Clause de conciliation, responsabilité de l'avocat et perte de chance

N° 412 - Par Dimitri NEMTCHENKO

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

L'université au coeur des enjeux calédoniens

N° 413 - Par Carole DUPOUEY-DEHAN

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | VIOLENCES CONJUGALES

Regard pratique sur la définition du contrôle coercitif en droit pénal

N° 414 - Par Ombeline MAHUZIER

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Droit de la propriété intellectuelle

N° 415 - Par Nicolas BINCTIN

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | INTERNET

En Chair(e) : faire entendre les voix et les vies derrière la science

N° 416 - Par Lilian LARRIBÈRE et Étienne NÉDELLEC

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | OUVRAGE

Défendre l'impossible

N° 417

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Accès à la profession d'avocat : des signes d'ouverture

N° 418 - Par Stéphanie GRAYOT-DIRX

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

La Convention du Conseil de l'Europe sur la protection de la profession d'avocat adoptée

N° 419

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AIDE JURIDIQUE

AJ : décret modifiant la dégressivité de l'indemnisation des avocats

N° 420

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | COMMISSAIRES DE JUSTICE

Modernisation et uniformisation des statuts des clercs de commissaires de justice

N° 421

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | SAISIE IMMOBILIÈRE

Réforme de la procédure de saisie immobilière : nouvelles propositions du CNB

N° 422

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Le CNB dénonce la réforme de la franchise en base de TVA

N° 423

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | MARIAGE

Mariage des étrangers : le CNB dénonce la proposition de loi

N° 424

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 14 du 03 avril 2025

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



ARBITRAGE

3 QUESTIONS - La nouvelle Chambre arbitrale de la grande distribution

N° 302 - Par Muriel ZEVACO et Franck TASSAN

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRISES

La Commission lance un service d'assistance afin d'aider les PME de l'UE à respecter les sanctions

N° 303

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Blockchain et crypto-actifs

N° 304

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Friends et le droit

N° 305

[Consulter le PDF](#)

Baromètre des mouvements d'associés dans les cabinets d'avocats d'affaires en France

N° 306

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | ENTREPRISE

Le régime allégé de la RSE : la compétitivité rime-t-elle encore avec la durabilité ?

N° 307 - Par Catherine MALECKI

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AVOCAT

Publication du décret modifiant la dégressivité de l'indemnisation des avocats au titre de l'aide juridictionnelle

N° 308

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

La Commission consulte sur l'approche de l'UE en matière de règles relatives aux risques de marché pour les banques

N° 309

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Conditions requises pour que les intérêts échus produisent des intérêts

N° 310

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Entente dans le secteur des obligations d'État européennes : le Tribunal donne raison à la Commission

N° 311

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONCURRENCE

Concurrence déloyale : une marque similaire à une autre déposée postérieurement peut créer une confusion

N° 312

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DONNÉES

Déclaration du CEPD sur la mise en oeuvre de la directive PNR relative aux dossiers des passagers

N° 313

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Irrecevabilité de l'appel contre l'ordonnance du juge-commissaire en procédure collective

N° 314

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Polynésie française : dispositions applicables en cas de responsabilité du dirigeant pour insuffisance d'actif

N° 315

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

MiCA : publication de nouvelles normes techniques de réglementation

N° 316

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

DORA : un nouveau règlement délégué est publié au JOUE

N° 317

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Mise en cohérence de dispositions afin de permettre à l'ACOSS d'émettre des titres négociables à moyen terme sur les marchés financiers

N° 318

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

La stratégie de l'UEI visant à améliorer les possibilités financières pour les citoyens et les entreprises de l'UE

N° 319

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Publication d'un rapport sur l'intelligence artificielle dans les marchés financiers

N° 320

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROFESSION

Saisie-vente de parts sociales irrégulière : responsabilité du commissaire de justice agissant sur le mandat du créancier

N° 321

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | PROTECTION DU CONSOMMATEUR

La CJUE se penche sur l'application de la directive sur les clauses abusives dans un contrat liant un mineur sportif et une entreprise

N° 322

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | ACCIDENT DU TRAVAIL ET MALADIE PROFESSIONNELLE

Contentieux de la tarification : conditions d'inscription au compte spécial

N° 323

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Licenciement d'un salarié protégé et séparation des pouvoirs : compétence du juge judiciaire en l'absence de visite de reprise

N° 324

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

Échange d'e-mail entre le PDG et la RRH : atteinte à l'intimité de la vie privée des correspondants et licenciement verbal ?

N° 325

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

LFSS 2025 : clarification sur l'exclusion des salariés mis à disposition des effectifs des

groupements d'employeurs

N° 326

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

Clarification par la Cour de cassation de l'interprétation du seuil d'inscription des créances privilégiées de sécurité sociale

N° 327

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TVA

TVA à l'ère numérique : le paquet est publié au JOUE

N° 328

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TVA

Droit à déduction de la TVA d'amont et droit au remboursement de la TVA indûment facturée

N° 329

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Le devoir de vigilance à l'aune d'une analyse comparée des régimes français et allemand

N° 1099 - Par Ann-Charlotte NEUMANN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | ÉNERGIE

Droit de l'énergie

N° 1100 - Par Arnaud LE GALL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NUMÉRIQUE

Le contrat, outil majeur de conformité au Data Act

N° 1101 - Par Anne COUSIN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

L'appréciation de la finalité professionnelle du compte bancaire à sa date d'ouverture

N° 1102 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

Fraude au virement : pas de remboursement en dehors des prévisions du Code monétaire et financier

N° 1103 - Par Sophie MOREIL

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | NOM COMMERCIAL

Le nom de famille dans la vie des affaires

N° 1104 - Par Sarah BÉRET

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

Travail à temps partagé, travail temporaire et requalification en CDI

N° 1105 - Par Lydie DAUXERRE

[Consulter le PDF](#)

Transformation de société en cours et cession de droits sociaux : une solution rassurante

N° 1106 - Par Thierry FAVARIO

[Consulter le PDF](#)

À la une

Élèves-avocats : « le statut de l'apprentissage présente des avantages pour l'ensemble des acteurs »

entretien avec Niels BERNARDINI et Pauline GIRERD

Tandis que les élèves-avocats demandent un véritable statut pour surmonter leurs difficultés financières, le CNB s'apprête à étudier une proposition visant à intégrer le contrat d'apprentissage parmi les modes de formation initiale.



Technique

Mesures de la loi de finances pour 2025 susceptibles d'intéresser les avocats

par Hervé ZAPF
sous L. fin. n° 2025-127, 14 févr. 2025

Doctrine

Comment poursuivre un emprunteur en présence d'une clause de déchéance du terme abusive ?

étude par Antoine GOUËZEL

Jurisprudence

Du harcèlement moral au harcèlement moral institutionnel : n'y avait-il vraiment qu'un pas ?

note par Valérie MALABAT
sous Cass. crim., 21 janv. 2025

Gazette Spécialisée

DROIT DES BAUX COMMERCIAUX

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Jehan-Denis BARBIER

Avocat au barreau de Paris, cabinet Barbier-Associés

• Charles-Édouard BRAULT

Avocat au barreau de Paris, cabinet Brault & Associés

• André JACQUIN

Avocat au barreau de Paris, cabinet Jacquin-Maruani Associés

AVEC LA PARTICIPATION DE

Sabine CHASTAGNIER, Rémy CONSEIL et Olivier JACQUIN



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 621,79 € TTC

Recueils + table seuls : 601,37 € TTC

Journal, recueil + table : 832,12 €

Abonnement feuilleteable numérique : 264,44 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 699 €

Journal, recueil + table : 899 €

Abonnement feuilleteable numérique : 259 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).
La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.
Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL475k5 ■ PPL narcotrafic : ça ne s'arrange pas pour les avocats 3
- GPL475k7 ■ Magistrats-avocats : une relation variable à travers l'Europe 5
- GPL475m4 ■ Rapport annuel 2025 de la Défenseure des droits :
des chiffres en trompe-l'œil 6
- GPL475j5 ■ Élèves-avocats : « le statut de l'apprentissage présente
des avantages pour l'ensemble des acteurs »
entretien avec Niels BERNARDINI et Pauline GIRERD 7
- GPL475n3 ■ Un maire juge de paix, Saint-Louis sous son chêne
et le minotaure
libres propos par Lévana CHARBIT 11

Technique

- GPL475a6 ■ Mesures de la loi de finances pour 2025 susceptibles
d'intéresser les avocats
par Hervé ZAPF sous L. fin. n° 2025-127, 14 févr. 2025 13

Doctrine

- GPL473x9 ■ Comment poursuivre un emprunteur en présence
d'une clause de déchéance du terme abusive ?
étude par Antoine GOUÉZEL 16

Jurisprudence

- GPL475m8 ■ Du harcèlement moral au harcèlement moral
institutionnel : n'y avait-il vraiment qu'un pas ?
note par Valérie MALABAT sous Cass. crim., 21 janv. 2025 21
- GPL475m6 ■ Le soutien nuancé du Conseil d'État à l'intégration
du consentement dans la définition du viol
note par Audrey DARSONVILLE sous CE, avis consultatif, 6 mars 2025, n° 409241 25
- GPL475a1 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 29
- GPL474w5 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 33
- GPL474v6 ■ Chronique de jurisprudence des procédures civiles d'exécution
par Claude BRENNER et Jean-Jacques ANSAULT en exclusivité sur la Base Lextenso : <https://lext.so/GPL474v6> 

Aux marches du Palais

Portrait

- GPL475m5 ■ Philippe Cano, bâtonnier du barreau d'Avignon 36

Gazette Spécialisée

DROIT DES BAUX COMMERCIAUX

37

Sous la responsabilité scientifique de

Jehan-Denis BARBIER, Charles-Édouard BRAULT et André JACQUIN

BULLETIN JOLY BOURSE

ACTUALITÉ DU DROIT FINANCIER

À LA UNE

ÉCLAIRAGE

L'information financière permanente défaillante d'un émetteur
doit-elle être exclusivement sanctionnée comme un abus
de marché ? → PAGE 7
Maxime GALLAND

ABUS DE MARCHÉ

Manipulation de cours : ordres leurres et warrants financiers → PAGE 13
Dominique SCHMIDT

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Précisions de la CJUE sur la notion de « valeurs mobilières »
au sens de la directive *Prospectus* → PAGE 41
Anastasia SOTIROPOULOU

LIBRES PROPOS

Les mystères de la composition administrative → PAGE 54
Jérôme HERBET

SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJB202e1 • **Crypto-actifs et DeFi : les nouveaux défis de la régulation européenne** 4
Sébastien PRAICHEUX et Léa BARMONT
- BJB202e5 • **L'information financière permanente défaillante d'un émetteur doit-elle être exclusivement sanctionnée comme un abus de marché ?** 7
Maxime GALLAND

ABUS DE MARCHÉ

- BJB202d3 • **Manipulation de cours : ordres leurres et warrants financiers** 13
Dominique SCHMIDT – AMF, déc., 3 févr. 2025, n° SAN-2025-02
- BJB202d7 • **Introduction sur le Nasdaq, manipulations de cours et *price impact*** 17
Éric DEZEUZE et Léna DUFEUTRELLE – AMF, déc., 13 déc. 2024, n° 12, SAN-2024-12
- BJB202e4 • **Du difficile art de la communication financière en temps de crise sanitaire...** 22
Anne-Catherine MULLER – AMF, déc., 25 juill. 2024, n° 8, SAN-2024-08

PRESTATAIRES

- BJB202d5 • **Les récentes adaptations du RGAMF aux dispositions du règlement *MiCA*** 28
Anthony ARANDA VASQUEZ – A., 3 févr. 2025, portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, NOR : ECOT2500506A : JO, 9 févr. 2025 – D. n° 2025-169, 21 févr. 2025, relatif aux marchés de crypto-actifs : JO, 22 févr. 2025

PRODUITS FINANCIERS

- BJB202e0 • **La nouvelle réglementation européenne sur les activités de notation ESG** 34
Myriam ISSAD et Dély CHELLIAH – PE et Cons. UE, règl. n° 2024/3005, 27 nov. 2024, sur la transparence et l'intégrité des activités de notation environnementale, sociale et de gouvernance (ESG), et modifiant les règlements (UE) 2019/2088 et (UE) 2023/2859 : JOUE L, 12 déc. 2024
- BJB202d6 • **Fin de vie des fonds de capital investissement : respecter les échéances de liquidation, mieux informer les porteurs de parts** 38
Michel STORCK – A. 12 nov. 2024, portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers : JO, 5 déc. 2024 – AMF, instr. DOC-2011-22, « Procédures d'agrément, établissement d'un DIC et/ou, le cas échéant, d'un DICI et d'un règlement et information périodique des fonds de capital investissement » – AMF, position-recomm. DOC-2012-11, « Guide relatif aux fonds de capital investissement et aux fonds professionnels de capital investissement » – AMF, Guide de rédaction des lettres aux porteurs des OPC agréés

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

- BJB202d8 • **Précisions de la CJUE sur la notion de « valeurs mobilières » au sens de la directive *Prospectus*** 41
Anastasia SOTIROPOULOU – CJUE, 9 janv. 2025, n° C-627/23

INFRASTRUCTURES DE MARCHÉ

- BJB202e2 • **Le passage à T+1 dans l'Union européenne : enjeux et perspectives** **47**
- Haroun BOUCHETA** – Comm. UE, prop. règl. du Parlement européen et du Conseil, 12 févr. 2025, modifiant le règlement (UE) n° 909/2014 en ce qui concerne un cycle de règlement plus court dans l'Union, COM(2025) 38 final

LIBRES PROPOS

- BJB202e3 • **Les mystères de la composition administrative** **54**
- Jérôme HERBET**

BULLETIN JOLY

ENTREPRISES

EN DIFFICULTÉ

ACTUALITÉ DU DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

À LA UNE

ÉCLAIRAGE

Devoir de vigilance et droit des entreprises en difficulté :
et si l'on y réfléchissait ? → PAGE 5

Thibaut DUCHESNE

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Quelques précisions sur le dessaisissement du débiteur
et les pouvoirs du liquidateur → PAGE 14

Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

DROIT SOCIAL ET FISCAL

Garantie AGS : les créances issues d'une prise d'acte
et d'une résiliation judiciaire sont couvertes ! → PAGE 26

Anaëlle DONNETTE

DOSSIER

Les personnes morales confrontées aux procédures collectives → PAGE 34

Sous la co-direction scientifique de Francine MACORIG-VENIER et Nadège JULLIAN

Directrice scientifique

Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON,
professeur à l'université Paris-Panthéon-Assas

Fondatrice

Françoise PÉROCHON,
professeure émérite de la faculté de droit de Montpellier

Comité scientifique

Hélène BOURBOULOUX,
administratrice judiciaire, SELARL FHB

Reinhard DAMMANN,
avocat, Dammann-Avocats

Christophe DELATTRE,
substitut général, cour d'appel de Douai

Laurence Caroline HENRY,
agrégée des universités
avocat général en service extraordinaire à la Cour de cassation

Pierre-Michel LE CORRE,
professeur à l'université Côte d'Azur

François-Xavier LUCAS,
professeur à l'école de droit de la Sorbonne (université de Paris I)

Francine MACORIG-VENIER
professeure à l'université Toulouse Capitole

Françoise PÉROCHON,
professeure émérite de la faculté de droit de Montpellier

Pascal RUBELLIN,
maître de conférences à l'université de Poitiers

Corinne SAINT-ALARY-HOUIN,
professeure à l'université Toulouse Capitole

Marc SÉNÉCHAL,
professeur associé à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)
mandataire judiciaire, SCP BTSG2

Comité de lecture

Laurence-Caroline HENRY

Pierre-Michel LE CORRE

Françoise PÉROCHON

Corinne SAINT-ALARY-HOUIN

Le Bulletin Joly Entreprises en difficulté peut désormais être cité de la façon suivante : BJE nov. 2021, n° BJE200i6.

Le numéro de type BJE200i6 est un numéro d'identifiant unique permettant de retrouver directement l'article via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Revue éditée par Lextenso

1, Parvis de La Défense – 92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication Emmanuelle FILIBERTI

Rédactrice Sabine DUBOST (sabine.dubost@lextenso.fr)

Dépôt légal : à parution • N° CPPAP : 1025 T 91082 • ISSN 2115-2578

Imprimé par Chirat • 744, rue de Sainte-Colombe – 42540 Saint-Just-la-Pendue
sur des papiers produits en Italie et en Allemagne ;

100% de fibres recyclées ; impact gaz à effet de serre pour un exemplaire : 1 863 g éq. CO₂

Abonnement : Tél. 01 40 93 40 40 • relationclients@lextenso.fr

Abonnement papier + version feuilletable numérique France 2025 : 529,90 € TTC -

Abonnement étranger 2025 : 570,90 €

Abonnement feuilletable numérique France : 349,73 € TTC - Abonnement étranger : 342,54 €

Prix au numéro France : 91,89 € TTC - Prix au numéro étranger : 99 €

Toute reproduction, même partielle, est interdite, sauf exceptions prévues par la loi



SOMMAIRE

ÉCLAIRAGE

- BJE201x3 • **Devoir de vigilance et droit des entreprises en difficulté : et si l'on y réfléchissait ?** 5
Thibaut DUCHESNE

SAUVEGARDE ET REDRESSEMENT JUDICIAIRE

- BJE201u3 • **Les règles relatives à l'interruption des poursuites individuelles perdurent pendant l'exécution du plan** 12
Catherine VINCENT – Cass. com., 20 nov. 2024, n° 23-19.614, F-D

LIQUIDATION JUDICIAIRE

- BJE201y0 • **Quelques précisions sur le dessaisissement du débiteur et les pouvoirs du liquidateur** 14
Corinne SAINT-ALARY-HOUIN – Cass. com., 15 janv. 2025, n° 23-18.695, F-B – Cass. com., 15 janv. 2025, n° 23-20.482, F-D
- BJE201t6 • **La connaissance de l'état de liquidation judiciaire d'un débiteur, associé en nom collectif** 17
Bernard SAINTOURENS – Cass. com., 23 oct. 2024, n° 23-12.638, F-D

CRÉANCIERS ET PROPRIÉTAIRES

- BJE201u7 • **Date d'appréciation de la réciprocité des créances à compenser en cas de cession** 20
Mathias HOUSSIN – Cass. com., 23 oct. 2024, n° 23-17.704, F-B

PÉRIODE SUSPECTE, RESPONSABILITÉS ET SANCTIONS

- BJE201x6 • **Poursuite d'une activité déficitaire : la faute aux deux visages** 23
Thierry FAVARIO – Cass. com., 11 déc. 2024, n° 23-19.807, F-B
- BJE201t7 • **Le représentant permanent, « pare-feu » du représentant légal : acte II** 24
Thierry FAVARIO – Cass. com., 20 nov. 2024, n° 23-17.842, F-B

DROIT SOCIAL ET FISCAL

- BJE201x0 • **Garantie AGS : les créances issues d'une prise d'acte et d'une résiliation judiciaire sont couvertes !** 26
Anaëlle DONNETTE – Cass. soc., 8 janv. 2025, n° 20-18.484, FS-B – Cass. soc., 8 janv. 2025, n° 23-11.417, FS-B

DOCTRINE

- BJE201w8 • **Révision de la proposition de directive *Insolvabilité III*** 30
Jean-Luc VALLENS

DOSSIER

BJE201W2 • LES PERSONNES MORALES CONFRONTÉES AUX PROCÉDURES COLLECTIVES	34
Université Toulouse Capitole, le 11 octobre 2024 Sous la co-direction scientifique de Francine MACORIG-VENIER et Nadège JULLIAN	
BJE201w3 • Présentation du colloque	35
Francine MACORIG-VENIER et Nadège JULLIAN	
BJE201y3 • Propos introductifs	36
Francine MACORIG-VENIER et Nadège JULLIAN	
BJE201x2 • La représentation de la personne morale (envisagée isolément)	40
Benjamin FERRARI	
BJE201x8 • La personne morale envisagée au sein d'un groupe	42
Irina PARACHKÉVOVA-RACINE	
BJE201x1 • La personne morale envisagée au sein d'un groupe, aspects européens	44
Eugénie FABRIÈS-LECEA	
BJE201y2 • La restructuration de la personne morale	47
Jean-Baptiste BARBIÈRI et Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON	
BJE201y1 • La disparition de la personne morale	52
Gérard JAZOTTES et Valérie NOUVEL	
BJE201x5 • L'adaptation des procédures collectives à la situation de l'association	55
Jean-Christophe PAGNUCCO	
BJE201x9 • La situation particulière de certaines personnes morales confrontées aux procédures collectives : sociétés civiles, SNC et GIE en difficulté	58
Maud LAROCHE	
BJE201y5 • Sociétés civiles, SNC et GIE en difficulté au travers du regard des praticiens	60
Béatrice AMIZET et Émilie GARREAU	
BJE201x7 • L'adaptation des procédures de traitement des difficultés aux particularismes du syndicat des copropriétaires	63
Karl LAFAURIE et Florence GRACIÉ-DEDIEU	